



# Présence Internationale

Rue de la Linière, 11  
1060 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 05  
Email: pbibelgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.net  
CCP: 000-1668395-92  
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
9/2484

N° 87

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

PBI étant une organisation internationale, une grande assemblée générale a lieu tous les trois ans, qui réunit des représentants des principales entités qui la constituent. En tant que telle, l'organisation se compose principalement des projets (au nombre de cinq), des groupes nationaux (au nombre de quinze) et d'un conseil international (équivalent d'un conseil d'administration), en plus d'un secrétariat international basé à Londres. La dernière assemblée triennale s'est tenue, durant une semaine, fin de l'année dernière, à Hambourg. Certes, il s'agissait de mettre en commun et de décider un certain nombre de choses mais c'était aussi et surtout l'occasion de se rencontrer entre représentants des différentes entités. Les contacts se font le reste du temps par téléphone ou courrier électronique mais rien de tel qu'une rencontre effective, même de façon épisodique, si l'on veut faciliter la communication et renforcer les liens entre les personnes.

A l'instar de quelques autres pays, la Belgique n'avait pas pu envoyer de représentants à Hambourg. Dix des quinze groupes nationaux y étaient malgré tout représentés. Quant aux cinq projets de PBI, ils avaient chacun au moins un représentant. Participaient également à l'assemblée générale presque tous les membres du conseil international ainsi que les permanents du bureau de Londres.

Comme pour les autres assemblées générales, toutes les entités de PBI, présentes comme absentes, avaient fait un rapport d'activités, mais l'élément le plus nouveau cette fois a sans doute été l'audit qu'avait réalisé un consultant extérieur sur le fonctionnement du secrétariat international. Signe d'une plus grande professionnalisation, ce rapport avait pour but de mettre en lumière ce qu'il conviendrait d'améliorer pour que l'organisation fonctionne encore mieux.

Etant donné que nous n'y avons pas participé, il nous est difficile d'en faire un rapport plus précis. A défaut de compte rendu de l'assemblée générale, vous pourrez lire, entre autres articles, dans ce numéro, plusieurs témoignages de volontaires qui font part de leurs impressions sur le travail de PBI, soit après quelques mois d'expérience sur le terrain, soit après une semaine de formation préalable. Soit dit en passant, parmi ces candidats volontaires, se trouve une jeune Belge de Gand, Frauke Decoodt. Dans quelques mois, elle devrait rejoindre l'équipe de PBI au Guatemala. Nous lui souhaitons déjà bonne chance.

Avant de vous laisser découvrir plus avant le présent bulletin, nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'invitation au souper fromages de Verviers, qui aura lieu le samedi 23 mai prochain, ainsi que sur le petit papier, éventuellement annexé, relatif au règlement de la cotisation ou de l'abonnement.

Dans ce numéro...

### Népal

Aux côtés des proches de disparus dans la région du Terai

Page 2

### Guatemala

Een weekje PBI-Guatemala in Engeland : mijn vormingsweek

Page 4

### Colombie

Le quotidien d'un accompagnateur à Bogota

Page 5



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Népal

## Aux côtés des proches de disparus dans la région du Terai

Une nuit, des hommes armés firent irruption chez Sunamati et repartirent avec son mari, sans expliquer ni où ni pourquoi ils l'emmenaient. C'était le 17 avril 2002. Sunamati n'a jamais revu son mari depuis et ignore tout de son sort. L'histoire de Sunamati est emblématique du phénomène des disparitions forcées au Népal, qui détenait en 2003 et 2004 le sinistre record du plus grand nombre de disparitions forcées dans le monde. Le district de Bardiya, où vit Sunamati, a été particulièrement touché et enregistre le nombre le plus important de disparitions au Népal. Alors que le Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH) vient de publier un rapport sur les disparitions forcées dans le district de Bardiya, une équipe de PBI s'y établit de manière permanente afin de renforcer sa présence internationale auprès des proches de disparus.

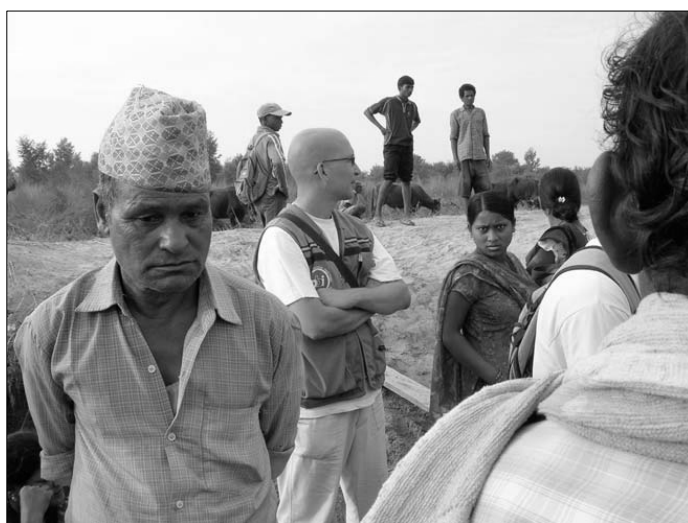
Le district de Bardiya, largement rural et sous-développé, se situe dans l'Ouest du Terai, la région qui borde la frontière sud du Népal. Le Terai, c'est un autre visage du Népal, loin des clichés largement répandus sur le pays. Ici, pas de sommets enneigés ni de hauts plateaux, mais de vastes plaines fertiles, parsemées de rizières et de forêts subtropicales. Sur la route qui mène à Baidi, le village où vit Sunamati, on croise des charrettes à bœufs, des rickshaws colorés et des troupeaux d'importants buffles. La proximité avec l'Inde est évidente, et cela ressort également de la configuration ethnique du Terai, principalement peuplé de communautés plus proches culturellement et linguistiquement de l'Inde que des groupes ethniques des collines et montagnes du Népal.

Sunamati est membre du *Conflict Victims Committee* (CVC), une organisation réunissant des proches de disparus et accompagnée par PBI depuis 2007. Le CVC se veut un groupe mixte, dans la mesure où il réunit à la fois des victimes des forces de sécurité et des Maoïstes. Tous les membres du CVC appartiennent à la communauté Tharu. Discriminés et marginalisés au Népal, les Tharus, qui constituent 52% de la population du district de Bardiya, ont payé un lourd tribut au conflit qui a opposé les Maoïstes au gouvernement népalais de 1996 à 2006. Ainsi, sur les 170 cas de disparitions forcées dans le district de Bardiya qui ont fait l'objet d'une enquête approfondie du Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH), 85% des victimes sont d'origine Tharu ; 156 cas sont imputables aux forces de sécurité et 14 aux Maoïstes.

Le fait que les Tharus aient été systématiquement ciblés par les forces de sécurité pendant le conflit est étroitement lié au contexte socio-économique local. Le rapport du HCDH explique ainsi que les problématiques liées à la distribution des terres, à la discrimination et au manque de représentation politique, sont au cœur du conflit dans le district de Bardiya.

Jusqu'en 1860, date à laquelle le Terai fut rendu au Népal par les Britanniques en échange du soutien militaire apporté par les Népalais, les Tharus auraient été les

seuls habitants des plaines de l'Ouest du Népal, largement infestées par la malaria. Après l'éradication de la maladie dans les années 1950, l'Etat a encouragé la migration de populations de haute caste issues des collines népalaises, plus proches du pouvoir en termes de caste, ethnique et culture. Discriminés par les autorités népalaises et privés d'un accès à la justice, les Tharus ont été frauduleusement dépossédés de leurs terres au profit de riches propriétaires terriens appartenant aux castes supérieures. Vulnérables à l'exploitation et aux abus, la majorité de la population Tharu a été réduite au statut de locataire ou de *kamaiya* (une forme de



Présence d'un volontaire de PBI dans la région du Terai

travail forcé).

Cette situation a favorisé l'émergence de mouvements revendiquant des droits pour les Tharus, y compris le droit à la terre. Le plus significatif de ces mouvements, qui réclamait la fin du système *kamaiya*, a abouti, en 2000, à l'abolition de cette pratique. La décision de « libérer » les *kamaiyas* aurait alors créé un sentiment d'insécurité parmi les propriétaires terriens, qui commencèrent à percevoir les Tharus comme une menace.

Cette méfiance fût exacerbée en 1996, avec le lancement de la « Guerre du Peuple » par les Maoïstes. La stratégie des Maoïstes dans la région consistait en effet à mobili-



ser les groupes marginalisés, dont les Tharus, contre l'« exploitation des propriétaires terriens féodaux ». S'il n'existe pas de chiffres fiables, il est établi qu'un nombre significatif de Tharus aurait rejoint les rangs des Maoïstes, parfois à la suite d'intimidations et de menaces. Les organisations Tharus et les représentants des organisations non gouvernementales locales s'accordent à dire que cette situation a créé, dans l'esprit des propriétaires terriens, une confusion entre les Maoïstes et les mouvements pour les droits des Tharus. Du fait des liens entre les propriétaires terriens et les autorités népalaises, cette perception était également répandue parmi les autorités et les forces de sécurité locales.

Beaucoup de Tharus ont été les victimes de cet amalgame, en particulier entre 2001, à la suite de la déclaration de l'Etat d'urgence en novembre, et le cessez-le-feu de 2003. Cette période, marquée par le déploiement de l'Armée Royale du Népal (ARN), s'est soldée par des violations massives et systématiques des droits humains et du droit international humanitaire, tant de la part de l'ARN que des Maoïstes.

Le rapport du HCDH, qui se concentre sur cette période, explique notamment que toute personne suspectée par l'Armée de liens avec les Maoïstes était systématiquement arrêtée, dans le contexte des opérations de contre-insurrection menées dans le district de Bardiya. Les enquêtes du HCDH sur les 156 cas de disparitions forcées imputables aux forces de sécurité ont démontré que la plupart des victimes étaient des civils, et que seuls 26 des disparus étaient effectivement membres du Parti communiste du Népal (maoïste).

La disparition forcée est un crime au regard du droit international. Elle affecte non seulement la personne disparue mais également ses proches, qui vivent dans l'angoisse de l'attente, parfois pendant de nombreuses années. Il s'agit d'une violation continue, qui a également un impact économique, lorsque la personne disparue est la source principale de revenus au sein du foyer.

Depuis la disparition de son mari, Sunamati vit dans l'attente d'une réponse. Une attente douloureuse, nourrie par les promesses répétées mais jamais tenues des autorités népalaises. Sans éducation et sans aucune source de revenus, elle doit élever seule ses deux enfants. Avec les autres membres du CVC, elle demande que la lumière soit enfin faite sur le sort de leurs proches disparus, que les responsables soient identifiés et traduits en justice, et que des réparations leur soient accordées.

A ce jour, les auteurs de ces violations graves des droits humains et du droit international humanitaire jouissent d'une impunité quasi totale et le sort des disparus demeure inconnu, bien que le gouvernement népalais et les Maoïstes se soient engagés, dans l'Accord de Paix de

2006, à faire la lumière sur le sort des disparus dans un délai de 60 jours. Le Népal n'a pas encore ratifié la Convention des Nations Unies pour la protection de toute personne contre les disparitions forcées, et le droit népalais n'incrimine ni la torture ni les disparitions forcées. Un projet de loi visant à incriminer les disparitions forcées a été déposé en novembre 2008 mais beaucoup reste encore à faire pour garantir les droits des victimes à la vérité, la justice, et des réparations. Compte tenu du caractère éminemment politique des violations, des mesures doivent également être prises pour assurer l'indépendance des enquêtes et des poursuites, ainsi que la sécurité des victimes et témoins.

Alors que le Népal traverse une période de transition, marquée par l'élection d'une Assemblée constituante en avril 2008, l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République, ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement mené par les Maoïstes, mettre fin à l'impunité des crimes du passé est nécessaire pour poser les fondements d'une paix durable.

Présents aux côtés des membres du CVC depuis 2007,



*Membres de l'équipe PBI au Népal*

PBI va s'établir de manière permanente dans le district de Bardiya, notamment afin de répondre aux éventuels besoins de protection des membres du CVC suscités par le développement de leurs activités. Suite à la publication du rapport du HCDH, les membres du CVC se préparent à déposer des plaintes contre les Maoïstes et les forces de sécurité. Jusqu'à présent, l'équipe de PBI opérait à partir de Katmandou. La présence d'une seconde équipe à Bardiya, et l'ouverture d'un bureau dans le district permettra une plus grande visibilité et efficacité de sa mission de protection, auprès des membres du CVC et des avocats du bureau local d'*Advocacy Forum*.

Myriam Renaud



## Guatemala

### Een weekje PBI-Guatemala in Engeland : mijn vormingsweek

*Frauke Decoodt is een nieuwe Belgische vrijwilligster voor het PBI team in Guatemala. Ze hoopt haar werk daar te beginnen in de zomer van 2009. Om deel te kunnen nemen aan het project in Guatemala is ze ook naar een vormingsweek gegaan in Derbyshire (Engeland). Dit artikel beschrijft de inhoud van die week en Frauke haar bedenkingen en impressies daarbij.*

Mijn vormingsweek begon boordevol verwachtingen die al even snel verloren gingen, namelijk toen ik mijn Eurolines bus vanuit Gent miste. Het was meteen een les in stressmanagement en omgaan met tegenslagen, capaciteiten die in Guatemala zeker van pas zullen komen. Maar een eindbestemming met de illustere dorpsnaam 'Hope' deed me al gauw de moed terug hervatten. Na nachtelijke uren trein- en busreizen legde ik me uitgeteld op een oncomfortabel bankje op het perron van Hope te wachten, benieuwd naar wie er op het uur van onze afspraak allemaal tevoorschijn zou komen. PBI deed meteen haar naam recht aan, want het was een bont internationaal allegaartje. Een koppel uit Brazilië, maar wonende in London. Een meisje uit Engeland en één uit Amerika. Een vrouw uit Colombia, en ik uit België. Verder was er nog de oude garde, ex-vrijwilligers die de moeilijke taak op zich hadden genomen ons te 'vormen' in deze vormingsweek en, nog lastiger, beslissen over een potentiële metamorfose in ons leven, een jaartje met PBI in Guatemala. Want dit was niet alleen een vormingsweek maar toch ook wel een beetje een selectieweek. Deze 'oude garde' vertegenwoordigde Nederland, Zwitserland, Canada en Engeland. Logischerwijs was de voertaal Spaans. Aangekomen op Bushley Heath Farm werden we verwend met heerlijke hapjes. Het eten was overigens de hele week verrukkelijk.

We waren echter niet naar het mooie Peak District gekomen om lekker te eten. Na het middagmaal begon onze drukke agenda met kennismakingsrondjes: met elkaar, met de weekplanning en met het project. En hoe krijg ik die drukke week vol informatie, gevoelens, geklets en gelach nu in één artikeltje?

Ontbijt was om 8 uur en avondmaal om 20.00 uur. Daartussen een overdosis uiterst interessante en relevante informatie. De sessies hadden een logische volgorde. Maandag bespraken we de geschiedenis en structuur van Guatemala en PBI. Het mandaat van PBI werd uitgediept, PBI in zijn internationale context en het project van PBI in Guatemala. Deze dag deed ons, of toch mij, vol illusies zitten, klaar om te vertrekken.

De volgende dag begon met een analyse over de conjunctuur van Guatemala. De situatie en cultuur van

geweld en terreur, de complexiteit van een land dat 500 jaar vol uitbuiting, racisme en angst meesleept. Korte periodes van hoop afgewisseld met lange periodes van ontmenselijking. Deze uiteenzetting doet je stil worden. Wat kunnen wij daar in godsnaam doen? Waar gaan we ons in godsnaam in smijten? De namiddag focuste bijgevolg op die vraag, het werk van PBI in die context. Hoe ontkracht je een cultuur van geweld en angst door ontrading, hoe verklein je de ruimte van de schenders van mensenrechten en hoe vergroot je de ruimte voor mensenrechtenactivisten. Nederigheid lijkt een essentieel gegeven om PBI's impact te plaatsen, we gaan de cultuur van geweld in Guatemala niet veranderen. We gaan ze ook wel niet aanvaarden, en dat op zich is tegelijkertijd een verzet tegen nederigheid en geweld. Het geeft een beetje extra moed die heel inspirerend kan werken voor de enorm moedige mensen die we vergezellen. Het offert steun die essentieel is voor hen om verder te strijden in hun levensgevaarlijke situatie.



*Frauke Decoodt (de tweede links) met andere vrijwilligers tijdens de vormingsweek in Engeland*

Woensdag was het tijd voor een iets luchtiger dagje, niettegenstaande het rollenspel met de gewichtige autoriteiten. Alhoewel een rollenspel je nooit helemaal de realiteit kan doen ervaren gaf het ons toch een preciezer idee van wat ons te wachten



# A m e r i k a

staat bij onze bezoeken aan de ambassades. In de namiddag hadden we vrij en we gebruikten die om een prachtige wandeling te maken. Dit was enorm bevorderend voor een vlottere groepsdynamiek.

De volgende dag draaide dan ook toepasselijk rond groepsdynamiek. Thema's zoals consensus beslissingen, beslissingen in crisissituaties en dagplanning werden besproken en nagespeeld in rollenspellen. Ook het intensief samenwerken en -leven werd besproken. Meteen werd mijn grootste angst en twijfel bij dit engagement bevestigd. Ik besef heel goed dat voor een heel jaar 24u op 24u samenleven en werken onder intense omstandigheden met daarvoor onbekende mensen, een prachtige ervaring kan opleveren, maar ook goed kan tegenvallen. Deze twijfel, of ik dat wel ging kunnen, had ik al tijdens mijn kennismakingsgesprek met iemand van PBI België en werd nu enkel nog versterkt. Zeker het gebrek aan individuele ruimte, gecombineerd met het feit dat ik ook de ruimte voor mijn identiteitsbeleving, toch zeker mijn uiterlijk, ook wat zal moeten neutraliseren om te voldoen aan het neutrale imago van PBI, boezemt me toch wel wat angst in.

Over angst hadden we het de volgende dag, zij het wel een heel andere soort van angst. De soort angst waar terreursystemen op voeden, de angst die een maatschappij kan paralyseren, de angst waar mensenrechtenactivisten in Guatemala dagelijks mee moeten leven, de angst die wij waarschijnlijk ook zullen ervaren. Angst veroorzaakt vaak ook stress, nog een thema dat we die dag bespraken. Naast angst zijn er echter nog een hoop andere oorzaken die ons verblijf daar stresserend kunnen maken, niet in het minst de enorme werkdruk. Hoe we met angst en stress omgaan is

heel verschillend, evenals hoe we er ons tegen kunnen wapenen ook. Een cruciaal wapen tegen angst dat echter voor iedereen hetzelfde is, zijn veiligheidsmaatregelen. Daar gingen we dan ook dieper op in deze dag, hoe communiceer je veilig, wat zeg je waar tegen wie. Hoe verplaatsen we ons veilig in de stad, hoe verlaten we het huis. Welke documenten neem je wel en niet mee buitenshuis, welke informatie ligt waar in het huis, etc. Een hele resem maatregelen die je de serieusheid van onze onderneming daar goed doen beseffen.

Zaterdag, de laatste dag. Tijd voor de groepsfoto en de 'auto-evaluaciones', waarbij we onszelf, onze capaciteiten en zwakheden moesten evalueren. Hoe goed zijn we in politieke analyse en artikels schrijven, hoe ervaren zijn we in omgaan met autoriteiten, hoe leven we in groep, hoe goed is ons Spaans, hoe gaan we om met stress, etc. Niet alleen wij dachten over die aspecten van onszelf na, maar ook degenen die ons deze hele week vol hadden gestopt met informatie. Het vormingsdeel van de week was nu over en het werd tijd voor het selectiedeel. In de namiddag wisten we allen of we wel of niet naar Guatemala zouden vertrekken om daar een jaartje met PBI te werken. Spijtig genoeg was dat voor één persoon niet het geval. Voor de rest van ons begon nu het praktisch organiseren, waarover we ook nog wat informatie kregen.

De allerlaatste dag, tijd voor afscheid, van sommigen misschien voorgoed, anderen zullen we terugzien... in Guatemala.

Frauke Decoodt

---

## Colombie

### Le quotidien d'un accompagnateur à Bogota

*Plusieurs mois se sont déjà écoulés depuis que Sylvain Lefebvre est arrivé en Colombie pour travailler avec PBI. Dans l'article qui suit, le volontaire français se souvient de sa période d'apprentissage durant laquelle il s'est familiarisé avec sa mission et a progressivement pris ses marques au sein de l'équipe basée dans la capitale.*

Les trois premiers mois peuvent être déroutants. On se sent un peu perdu, on cherche sa place, on observe, et parfois, on se sent un peu inutile. Heureusement, j'ai eu la chance de réaliser de nombreux accompagnements dès le début, ce qui m'a permis de vite prendre mes marques sur le terrain et d'assimiler les discours de l'organisation. Partir en mission est généralement ce qui motive le plus les nouveaux volontaires, moi le premier, et c'est compréhensible. Mais le travail du volontaire ne se résume pas seulement aux accompagnements, loin de là.

Cette semaine, il me faut écrire le compte-rendu hebdomadaire de l'actualité. Aussi, chaque matin au réveil, en prenant le petit-déjeuner, lecture de la presse et ensuite petit résumé des articles les plus intéressants. Deux ou trois fois par semaine, certains volontaires rendent également visite aux organisations accompagnées dans leurs bureaux à Bogota, pour faire le point sur les demandes d'accompagnements, les éventuelles menaces, la conjoncture actuelle, fixer la réunion mensuelle ou encore les



